

G  
K  
I  
C  
A  
V  
V  
H  
G  
R  
A  
N  
D  
F  
C  
-  
R  
T  
C  
O  
R  
L  
Y  
O  
V  
V  
S  
E  
I  
N  
E  
P  
-  
A  
A  
B  
M  
I  
J  
S  
V  
È  
V  
R  
E

### LOGICIEL ESPION PÉGASUS :

Les élu.e.s du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre réunis ce jour en conseil de territoire **s'adressent à Monsieur Emmanuel Macron**, Président de la République Française.

Monsieur le Président,

**Les attaques numériques** contre les défenseurs des droits de l'Homme, journalistes, élu.e.s et membres de la société civile sont en augmentation. À la suite du travail conjoint entre un consortium de journalistes piloté par l'association Forbidden Stories et l'association Amnesty International a été révélé l'affaire «Pegasus».

**50 000 numéros de téléphones, cibles potentielles du logiciel espion Pegasus**, ont été révélés par le monde, dont plus de 1000 en France. Dans les révélations qui ont été faites en juillet 2021, des chefs d'État, comme vous-même, des parlementaires français, ainsi qu'un de nos collègues élus, ont été identifiés comme des cibles potentielles du logiciel espion. Le fait que des personnalités politiques, de maires à chefs d'états aient été pris dans les filets des technologies de surveillance devrait alerter les États sur l'impérieuse nécessité de réglementer ce secteur. Si ces dirigeants sont ainsi pris pour cible, cela confirme davantage encore que les droits des citoyennes et citoyens, des journalistes et des avocats sont en danger.

**Nous sommes en attente de plus de transparence sur cette affaire digne d'un Watergate international.**

Quelles sont les mesures qui sont prises pour protéger la vie privée et les droits des personnes ciblées ? Quelles sont les mesures de rétorsions qui sont, ou vont être, prises vis-à-vis des États qui utilisent illégalement sur le sol français cette technologie ?

La France prend la prochaine présidence du Conseil de l'Union européenne de janvier à juin 2022.

À cette occasion, la France avec ses partenaires européens a une chance historique pour mener à bien un cadre réglementaire et respectueux des droits de l'Homme sur les technologies de surveillance.

Nous sommes sûrs que vous comprenez nos inquiétudes légitimes et **nous demandons à connaître les suites que vous souhaitez donner à cette affaire Pegasus.**

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre respectueuse considération.

**Monsieur Emmanuel Macron**

Président de la république

Palais de l'Élysée

55, rue du faubourg Saint-Honoré

75008 Paris

À Vitry-sur-Seine, le 29/09/2021

Le Président,  
Michel LEPRÊTRE

Les élus du conseil territorial